



Contrat local contre les violences conjugales, sexistes et sexuelles de la Ville d'Argentan

Préambule :

La gravité et la multiplicité des violences sexistes et sexuelles, dont les femmes sont les principales victimes, constituent un phénomène d'ampleur, que cela soit dans la sphère privée ou publique.

La définition des violences faites aux femmes adoptée par la France est celle de la Convention Européenne sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique dite Convention d'Istanbul (1^{er} novembre 2014) :

« La violence à l'égard des femmes doit être comprise comme une violation des droits de l'homme et une forme de discrimination à l'égard des femmes, et désigne tous les actes de violence fondés sur le genre qui entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner pour les femmes, des dommages ou souffrances de nature physique, sexuelle, psychologique ou économique, y compris la menace de se livrer à de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée ».../...

« La violence à l'égard des femmes est une manifestation des rapports de force historiquement inégaux entre les femmes et les hommes ayant conduit à la domination et à la discrimination des femmes par les hommes, privant ainsi les femmes de leur pleine émancipation ».

« La violence domestique affecte les femmes de manière disproportionnée et les enfants sont des victimes de la violence domestique y compris en tant que témoins de violence au sein de la famille ».

Les violences à l'égard des femmes sont protéiformes : elles sont d'ordre sexuel, sexiste, verbal, économique, psychologique, physique....

En France, en 2021, les services de sécurité ont enregistré 208 000 victimes de violences commises par leurs partenaires ou ex-partenaires. Ce chiffre a presque doublé depuis 2016 dans un contexte de libération de la parole couplé à une amélioration de l'identification, des conditions d'accueil et d'orientation des victimes. Les homicides par conjoint, après avoir connu une baisse en 2020 avec 125 décès, ont connu une augmentation en 2021 avec 143 décès, dont 122 femmes et 21 hommes. En 2022, on compte 118 femmes victimes et 145 morts violentes au sein du couple.

Néanmoins, la Mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences (MIPROF) estime que 213 000 femmes sont victimes de violences conjugales sur une année et que seule 1 sur 5 dépose plainte (enquête Cadre de vie et Sécurité 2012-2019).

Dans le département de l'Orne, en zone gendarmerie, le **taux de femmes victimes V.I.F** (Violences Intrafamiliales) est de **47.2 sur 10 000 femmes**. Ce taux de victimes classe l'Orne dans les 15 départements les plus touchés de France. En 2022, ce sont ainsi 935 femmes qui ont été victimes de violences intrafamiliales dont 679 de violences conjugales et 104 de violences sexuelles ou viols.

Ces violences ont de multiples conséquences sur les victimes et leur entourage, notamment sur les enfants qui y sont exposés. L'enquête de la délégation d'aide aux victimes du ministère de l'Intérieur dénombrait 12 enfants tués lors de violences au sein du couple en France en 2021 et 50 enfants présents sur la scène de l'homicide. De plus, 105 enfants sont devenus orphelins de père ou de mère suite à un homicide au sein du couple. La délégation insiste dans ses rapports sur la surexposition des enfants témoins (co-victimes) au risque de violences répétées à l'âge adulte, sur les vulnérabilités sociales et les cumuls de difficultés engendrées par ces violences au cours de la vie.

Face à l'ampleur et à la gravité de ce fléau qui impacte durablement les victimes y compris les enfants, la Ville d'Argentan s'implique depuis plusieurs années dans des actions de prévention et de lutte contre les violences intrafamiliales.

Ainsi dans le cadre des engagements en faveur de la prévention et de la lutte contre les violences faites aux femmes, la Ville d'Argentan, Terres d'Argentan Interco et les membres du CLSPD (Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance) ont confié depuis 2019, à l'association l'Etape, l'animation d'un réseau pluridisciplinaire de professionnels locaux pouvant agir et prévenir contre les violences faites aux femmes.

La lutte contre les violences est une responsabilité collective et partagée, et doit être un engagement de tous.

Ces violences portent atteinte aux droits fondamentaux et au principe d'égalité qui fonde notre République et doivent être fermement combattues et réprimées.

Elles ont appelé une réponse forte des pouvoirs publics et des partenaires de la prévention et de lutte contre ces violences, notamment les établissements et professionnels de la santé et du soin ainsi que les associations mobilisées pour l'information et l'accompagnement des femmes, qui agissent avec détermination pour faire reculer ces violences et mieux en protéger les victimes.

Ces constats appellent un engagement sans relâche de la part de l'Etat et de toutes les actrices et de tous les acteurs qui participent à cette politique. Ils nécessitent une action publique toujours plus renforcée, interministérielle et partenariale, en liaison étroite avec les acteurs locaux et qui tend à s'organiser de manière coordonnée autour d'un maillage opérationnel et ciblé au plus près des besoins des victimes.

Vu le contexte européen et international les principales décisions prises en faveur de la lutte contre ces violences, en particulier :

- La convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, adoptée le 7 avril 2011, signée le 11 mai 2011 et entrée en vigueur le 1^{er} août 2014 en France
- Résolution 48/104 du 20 décembre 1993 de l'assemblée générale des Nations unies relative à la « Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes » et résolution 58/147 du 19 février 2004 sur l'élimination de la violence familiale à l'égard des femmes, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Vu les textes en vigueur en France, en particulier en faveur de la lutte contre ces violences, notamment :

- la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010 relative aux violences faites spécifiquement aux femmes, aux violences au sein des couples et aux incidences de ces dernières sur les enfants,
- la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes,
- la loi n°2018-703 du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes,
- la loi n° 2019-1480 du 28 décembre 2019 visant à agir contre les violences au sein de la famille,
- la loi n° 2020-936 du 30 juillet 2020 visant à protéger les victimes de violences conjugales.

Vu les politiques publiques pour prévenir et lutter contre ces violences, en particulier :

- Les engagements pris par le Président de la République pour prévenir et lutter contre l'ensemble de ces violences le 25 novembre 2017,
- La stratégie nationale de prévention de la délinquance et le plan départemental de prévention de la délinquance qui en découle, déclinés sur les territoires par les Conseils Intercommunaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et les Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance dont le programme d'actions prévoit notamment l'amélioration de la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales, et l'aide aux victimes,
- Les 54 mesures du Grenelle sur les violences conjugales organisé du 3 septembre 2019 au 25 novembre 2019,
- La Convention interministérielle pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif 2019-2024,
- Le plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027.

Dans ce cadre, les acteurs et partenaires locaux s'engagent plus particulièrement à mettre en place au sein du CLSPD d'Argentan, une organisation en réseau favorisant le repérage en amont des victimes de violences sexistes et sexuelles, dont conjugales, pour optimiser l'accompagnement de ce public et de leur entourage.

Cet engagement se décline par les actions suivantes :

1. La définition de modalités de travail partenarial, renforçant la coordination des acteurs et professionnels concernés, en vue de favoriser une réponse de proximité au plus près des victimes de violences sexistes et sexuelles avec :

- La participation au réseau pluridisciplinaire VIF sur le territoire d'Argentan animé par l'association l'Etape mandatée par la Ville d'Argentan depuis 2019 où sont partagées des informations de réseau pour chaque structure, les projets en cours, les dysfonctionnements dans les prises en charges qui permettront d'affiner les procédures.

Ces réunions de réseau VIF constituent l'instance technique de travail et de mise en œuvre du présent contrat local. Ce réseau est constitué des partenaires suivants :

ACJM, CAF de l'Orne, CDAD de l'Orne, Centre hospitalier d'Argentan, CIDFF de l'Orne, Coallia, Conseil citoyen, DAC61, DTAS d'Argentan, DSDEN de l'Orne (SDJES, service social en faveur des élèves), Gendarmerie, Logissia, Maison des Ados, Maison du Citoyen, Mediadom, Normandie Générations, PJJ/STEMO de l'Orne, Police Municipale, Orne Habitat, Police Nationale, RTPS, Secours Populaire, Secours Catholique, service logement de Terres d'Argentan Interco, service cohésion sociale d'Argentan (PRE et médiation sociale), SPIP, Sous-Préfecture d'Argentan, UDAF de l'Orne.

Un répertoire des sigles est disponible à la fin du plan d'action ci-joint.

- Le recensement de personnes référentes dans chaque structure et service pour faciliter la mise en relation et la prise en charge des personnes victimes de violences.
- La participation de la Ville d'Argentan au financement de poste d'intervenantes sociales en commissariat afin de faciliter l'orientation, l'accueil et la prise en charge de victimes,
- L'ouverture du réseau à de nouveaux professionnels accompagnant des victimes au quotidien : en 2023, ouverture vers les médecins et les équipes du centre hospitalier d'Argentan,
- La participation à une réunion de travail pluridisciplinaire sur la prise en charge des victimes au sein de l'hôpital d'Argentan.

2. L'élaboration d'outils et d'actions pour appuyer ce travail partenarial :

- La sortie d'un guide à l'été 2022 formalisant les rôles et les missions de chaque structure intervenant sur le territoire pour la prise en charge des victimes. Ce guide à destination des professionnels non-experts est mis à jour par le biais des réunions de réseau et doit permettre une meilleure orientation des victimes,
- L'élaboration d'un calendrier des permanences des différentes structures de terrain recensant les coordonnées des personnes référentes, leurs jours de présence (en cours en 2023),
- L'organisation de formations sur les violences sexistes et sexuelles des membres du CLSPD, des partenaires du réseau, des services de la collectivité et des structures locales (formation VIF et signalements...) afin de favoriser la prévention et le repérage précoce.

3. La mise en place d'actions spécifiques complémentaires à l'action départementale, visant à une plus grande fluidité dans le parcours de sortie de ces violences (du repérage en amont de ces victimes vers leur retour à l'autonomie) :

- L'accueil du Van Plurielles de l'association Ysos:
Ce dispositif itinérant offre un lieu d'accueil, d'écoute et d'information autour du sujet du droit des femmes et oriente vers le maillage territorial de la ville d'Argentan. Le Van peut s'installer dans toute la ville : les créneaux sont convenus et organisés en amont avec le service cohésion sociale. Les thématiques pouvant y être abordées sont l'égalité entre les hommes et les femmes, la vie relationnelle, affective et sexuelle, la santé, les violences faites aux femmes, l'égalité professionnelle et l'insertion économique des femmes.
- L'action Krav Maga - CIDFF :
Cette action collective à destination d'un groupe de femmes (ayant subi ou non des violences) et d'un groupe de professionnelles accompagnant du public (travailleurs sociaux, personnels de service de la ville ou de l'intercommunalité...) propose une initiation au krav maga (technique de self-défense), un travail sur l'estime de soi et le harcèlement de rue. Elle se tient sur une matinée avec l'association Krav Maga Woman Protect.
Sur un deuxième temps, est proposée une intervention d'une juriste du CIDFF sur les notions de stéréotypes, de sexisme et les notions de violences sexistes et sexuelles.
Cette action déjà menée en 2022, a été renouvelée les 12 et 13 juin 2023.
- Le travail avec la médiation de quartier :
Les médiateurs accentuent, par leur présence dans les quartiers, la sensibilisation des publics sur la question des violences intrafamiliales, et particulièrement dans les habitats collectifs. Une des priorités est de favoriser le repérage afin de rompre l'isolement des victimes lorsque les situations sont connues des voisins. Les médiateurs œuvrent à favoriser la rencontre, écouter et orienter.
L'enjeu est de faire de la violence un sujet collectif, et non un sujet tabou.
- Le travail avec les organismes logeurs :
Un projet de communication avec l'aide des bailleurs à travers différents supports (encart dans le journal des locataires et affichage dans les cages d'escalier le cas échéant) est en cours.
D'autres pistes de communication sont étudiées au sein du service cohésion sociale : post Facebook sur le site de la ville D'Argentan, sollicitation de la presse locale sur le sujet des violences...
- L'information des directeurs d'école du 1^{er} degré de Terres d'Argentan Interco sur le phénomène des violences intrafamiliales, sur les signes pouvant être repérés sur les enfants et la présentation du guide à destination des professionnels élaboré par la Ville et l'association l'Etape (juin 2023).

4. L'engagement des présents signataires, à se fixer pour objectif collectif et dans leurs champs de compétences, l'amélioration des points suivants :

- La connaissance et la lisibilité du phénomène des violences sur le territoire de Terres d'Argentan Interco en s'assurant du renouvellement des référents dans les structures en cas de départ de l'un d'entre eux.
- Le développement d'actions de sensibilisation et de communication auprès du grand public sur la question des violences sexistes et sexuelles le plus précocement possible, dès l'âge scolaire :
 - Novembre 2022 : organisation d'un ciné débat après la diffusion du film « Jusqu'à la garde » de Xavier Legrand avec des interventions croisées de l'association l'Etape, du CIDFF et du commissariat de police d'Argentan.
 - Réflexion en cours sur un nouveau projet en 2023/2024 : ciné débat, pièce de théâtre, exposition sur le droit des femmes...
- La poursuite d'actions engagées avec les établissements scolaires du territoire, notamment sur l'enjeu du repérage pour mieux accompagner les élèves (et leurs familles) et travailler à limiter l'impact des violences sur leur construction en favorisant une prise en charge précoce et limiter leur reproduction.
- L'élaboration d'une fiche de procédure permettant d'assurer un parcours sécurisé aux personnes victimes de violence, en veillant au respect des étapes nécessaires à chaque prise en charge entre les différents acteurs des champs judiciaire, sanitaire et social.

L'enjeu de ce contrat est de poursuivre les actions décrites dans le plan d'action et de le compléter avec de nouvelles grâce au soutien et à l'implication de tous les partenaires du réseau VIF.

Par ailleurs, il sera nécessaire d'ouvrir ce réseau à de nouveaux partenaires et signataires qui choisiront de s'engager aux côtés de la Ville d'Argentan, sur le territoire, dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

L'ensemble des signataires figurant ci-dessous s'engagent à présenter un point sur les actions entreprises dans leurs champs de compétences au sein de l'instance de veille que constituent les temps de réunion du réseau VIF de la ville d'Argentan, ainsi qu'un bilan des actions menées le cas échéant lors de la réunion annuelle du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance.

Fait à Argentan, le 20 janvier 2024

Le Préfet de l'Orne	Le Maire d'Argentan
Le Président du Conseil Départemental de l'Orne	Le Procureur de la République d'Argentan
Le Commandant de groupement de la Gendarmerie départementale de l'Orne	Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique
Le Directeur académique des services de l'Education Nationale de l'Orne	La Directrice de l'ARS
Le Directeur de la CAF de l'Orne	Le Directeur du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de l'Orne
Le Directeur du Centre Hospitalier d'Argentan	Le Directeur Général d'Orne Habitat
Le Directeur Général de Logissia	Le Président de l'Etape
Le Président de l'ACJM	La Présidente du CIDFF
Le Président de Normandie Générations	La Directrice d'Ysos
La Présidente du Conseil Départemental d'Accès au Droit	